

Monsieur le ministre

Nous faisons, mes collègues de lycée en particulier, face à une situation exceptionnelle. Contrairement à vous, je pense qu'en ce qui concerne les lycéens, elle a tout à voir avec l'école, avec ce que vous avez fait de l'université et ce que vous allez faire du lycée et du lycée professionnel.

Des violences d'une intensité inédite sont apparues dans certains points du territoire. Si par le terme un peu colonial de «certains territoires », vous entendiez Villepinte, Stains, Pantin, Saint-Ouen, Epinay ou Saint-Denis, les CPE auraient apprécié bénéficier de votre attention il y a deux mois, six mois, un an, lorsqu'ils étaient déjà confrontés à l'extrême violence pour eux et leurs élèves. Soyez convaincu que votre profond soutien nous a manqué et que notre mobilisation sans faille pour nos élèves n'a jamais attendu votre gratitude.

Votre profond soutien aujourd'hui serait plus sensible si, pour appeler à la sérénité et au calme, nous pouvions espérer que nos élèves ne soient pas victimes de réponses policières disproportionnées, si quelques mots tracés à la peinture à Ivry ne valaient pas une garde à vue digne de trafiquants de drogue, si le sadisme glaçant d'images volées à Mantes ne nous humiliait pas en même temps que les jeunes qui y sont filmés [...]. Depuis des années, nous voyons nos élèves et leurs familles en danger du fait de l'accroissement des inégalités sociales, de leur précarisation croissante. Pour certains, il serait indécent de notre part de les interpeller de la sorte lorsqu'on connaît les dangers que le quotidien leur réserve déjà.

Nous savons que nous pouvons compter sur les équipes de direction, quand elles sont à nos côtés pour protéger les élèves et l'ensemble des personnels. Nous regrettons qu'au quotidien, dans des circonstances paradoxalement plus apaisées, ces équipes soient trop souvent à l'origine de stress professionnel, contraintes qu'elles sont de relayer des politiques destructrices des services publics dans leurs conséquences, parfois dans leurs objectifs mêmes.

Nous voudrions avoir confiance dans l'avenir de notre jeunesse, mais la confiance n'est pas une foi aveugle et docile. Elle se construit par des actes plus que par des lois au nom orwellien. Cette jeunesse est effectivement l'avenir que nous essayons de voir naître malgré la pauvreté croissante, malgré un ascenseur social désormais en chute libre, malgré l'injustice et la peur. Nous les apaiserons tant que nous pourrons, sans y sacrifier la justice et le respect.

De votre côté, rien ne nous permet de penser actuellement que vous souhaitiez ou puissiez contribuer à quelque apaisement.

Loyalement,

Un destinataire de votre lettre.

JM.G (CPE dans le 94)